

TITRE DU MANDAT : Personne conseillère en égalité de genre et inclusion auprès de la CNT/EPT

LIEU DU VOLONTARIAT : Lomé, Togo

DURÉE : 3 mois

DATE DE DÉBUT SOUHAITÉE : Avril 2022

LE PROGRAMME CLÉ

Ce mandat s'inscrit dans le cadre du Programme de coopération volontaire *Compétences, Leadership, Éducation* (Programme CLÉ), une initiative mise en œuvre par un consortium composé de la Fondation Paul Gérin-Lajoie, d'Éducation internationale et de la Fédération des cégeps. Financé par Affaires mondiales Canada (AMC), le Programme CLÉ a commencé en 2020 et sera en cours jusqu'en 2027 dans six pays (Bénin, Cameroun, Guinée, Rwanda, Sénégal et Togo). Le programme vise à accroître le bien-être économique et social des populations les plus marginalisées et les plus vulnérables – en particulier les filles et les femmes – par l'amélioration de la qualité de l'éducation de base, secondaire et de la formation professionnelle et technique (EFTP). Pour ce faire, le Programme CLÉ compte renforcer les capacités d'une quarantaine de partenaires dans la mise en œuvre d'initiatives et de services éducatifs de qualité qui sont plus inclusifs, plus novateurs et plus durables sur le plan environnemental, et qui font progresser l'égalité de genre.

DESCRIPTION DU MANDAT

Un mandat pour une personne conseillère en égalité de genre et inclusion (EGI) est à pourvoir au Togo (Lomé) afin d'appuyer la Coalition Nationale Togolaise pour l'Éducation Pour Tous (CNT/EPT). La Coalition est une Organisation de la Société Civile (OSC) créée en 2000, qui a pour vision l'avènement d'un système éducatif de qualité, non discriminatoire, géré de façon transparente et participative. Elle a pour but de contribuer à garantir à toutes les citoyennes et à tous les citoyens, sans discrimination aucune, la jouissance de leur droit à l'éducation et de façon inclusive.

La CNT/EPT intervient principalement dans le domaine de l'éducation avec pour objectifs de :

- Œuvrer à l'implication accrue des ONG/OSC dans la définition, le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des politiques et stratégies éducatives nationales ;
- Mettre en place un dispositif d'alerte et d'influence des politiques et des pratiques en matière d'éducation ;
- Développer des partenariats avec tous les intervenants dans le domaine de l'éducation à travers des échanges et des mutualisations de ressources ;
- Renforcer et imprimer une visibilité à la participation de la Société Civile togolaise en matière d'éducation.

Composée de 33 organisations membres (syndicats d'enseignants, associations de parents d'élèves, organisations de la jeunesse, réseau des médias, réseaux de femmes, organisations de personnes handicapées, associations de protection des droits des enfants, organisations de chercheurs des universités et instituts, ONG) ; la CNT/EPT souhaite être accompagnée par une personne conseillère en égalité genre et inclusion (EGI) afin de développer une approche intégrée et globale de l'EGI dans ses interventions.

En fonction des besoins, et sans se limiter à ce qui est mentionné ci-dessous, la personne coopérante volontaire en EGI devra assumer les responsabilités suivantes :

Renforcer les capacités en matière d'EGI de l'organisation partenaire :

- Renforcer les connaissances des membres de l'organisation partenaire sur les concepts en matière d'EGI ;
- Appuyer l'organisation dans le processus d'élaboration de sa politique EGI ;
- Accompagner l'organisation pour le renforcement des capacités en EGI par des approches adaptées aux besoins (formations sur différentes thématiques applicables au secteur de l'éducation et en milieu scolaire, développement d'outils pédagogiques et de création/renforcement de comités institutionnels, adaptations de structures scolaires, etc.).

Générer et partager des connaissances en EGI :

- Développer des outils de formation et de sensibilisation en EGI qui seraient spécifiques au partenaire ;
- Appuyer le partenaire dans la prise en compte de l'EGI dans ses activités, ses projets et services aux bénéficiaires.

COMPÉTENCES REQUISES

- Diplôme de premier cycle en études du genre, en sciences sociales ou autre domaine pertinent ;
- Au moins 3 ans d'expérience sur les questions d'égalité, de genre et de diversité ;
- Expérience professionnelle significative dans un pays en développement, idéalement en Afrique et plus spécifiquement dans le pays visé par la candidature ;
- Connaissances dans les domaines de l'éducation ;
- Excellente capacité rédactionnelle en français ;
- Fortes compétences interculturelles ;
- Excellentes compétences en communication, représentation et formation ;
- Autonomie, créativité et sens de l'initiative ;
- Capacité de travailler de façon autonome, et d'accomplir des tâches multiples.

CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ

- Être une personne citoyenne canadienne ou résidente permanente du Canada, ou détenir une nationalité autre que celle du Togo (essentiel).
- Pouvoir compléter avec succès les procédures d'analyse des antécédents judiciaires.
- Répondre aux critères exigés pour compléter les démarches de visa pour résider et travailler dans le pays d'intervention.
- Être en bonne santé physique et mentale et avoir la capacité de travailler dans des conditions difficiles démontrée dans un rapport d'examen médical.

CONDITIONS OFFERTES

- Mandat de personne coopérante volontaire court terme.
- Allocation de subsistance adaptée au coût de la vie.
- Assurances médicales.
- Certains frais médicaux pré-mandat.
- Hébergement sécuritaire et confortable.
- Un processus de formation complet.

POUR POSTULER

Les personnes intéressées par le mandat doivent envoyer un curriculum vitae et une lettre de motivation à l'adresse courriel suivante : recrutement@pcvcl.ca

Le processus de sélection se fait de manière continue.

Il est demandé aux personnes candidates d'intituler l'objet de leur courriel selon le modèle suivant : « Titre du mandat – Pays – NOM, Prénom ».

Il est important de noter que du personnel attiré au recrutement des volontaires dans les trois organisations partenaires du Programme CLÉ pourra avoir accès aux dossiers de candidature.

Seules les personnes retenues à la suite de l'analyse du dossier de candidature seront contactées.